

17.03.2009

L'Etat Providence.

Quelles sont les relations des français avec leur Etat, qu'en attendent-ils.

L'analyse de l'Etat Providence, de ce qu'il est, de ce que les français en attendent est une bonne façon d'aborder le sujet de leur relation à l'Etat d'après moi. L'Etat Providence est central, au point d'ailleurs où aujourd'hui, les projets de société que les politiques promeuvent tournent globalement autour de la redéfinition de l'Etat Providence. Il s'agit d'essayer de percevoir ce qui le fonde, où il en est, ce qu'il pourrait advenir.

L'Etat Providence est pour les uns une forme d'Etat et pas seulement une de ses fonctions, pour d'autres un fait de civilisation, pour des troisièmes encore une nécessité non souhaitée mais incontournable.

La théorie de l'Etat Providence extrême ou Etat total a été posée dans le Capital et par Engels, puis expérimentée en URSS (alors que ses théoriciens avaient d'abords prévu son avènement en Allemagne). En comparaison des autres formes étatiques existante jusque là, et afin de garantir une même qualité de vie pour tous, il s'arroge le droit d'intervenir dans tous les secteurs de la vie des concitoyens auxquels il s'applique, depuis la propriété et la gestion de l'outil de production, la planification de l'éducation et des parcours scolaires, l'implantation des populations, et même jusqu'au droit de culte (en l'occurrence prohibé en ex-URSS)... Le principe est ici que la population délègue à l'Etat l'action de pourvoir de manière égale, au bien-être de tous, cette délégation garantissant l'égalité de tous vis-à-vis de la société... Je ne reviendrais pas sur les conséquences de ce système, pas dans ce paragraphe en tout cas.

De cette conception a découlé une forme plus réformiste que révolutionnaire, même si en son temps, l'extrême audace de sa définition a failli donner lieu à un véritable putsch (voir les Cagoulards). Il s'agit ici, sur le mode de la lutte contre le capitalisme, d'obtenir un minimum d'acquis sociaux sans remettre à plat toute l'organisation de la société, et en mettant en avant la dignité de l'Homme, et en quoi l'affirmation de cette dignité se doit d'être au cœur de la politique d'un gouvernement. Cette conception, malgré son évidence aujourd'hui, ne va pas de soi. Elle a été exceptionnelle, à plus d'un titre, et à plus d'un sens, dans la mesure où elle fait sortir la société civile de l'histoire. En cela elle est l'héritière de la Révolution Française. Là où la Révolution décrète le droit à tous d'accéder au pouvoir (sortie du principe de castes), l'Etat providence décrète le droit pour tous de profiter également de la civilisation, la dignité étant érigée en droit. Les sociétés précédentes celles de La Révolution Française mise à part, se fondaient sur un ordre établi et immuable, dont le caractère ou tout du moins l'inspiration divine étaient plus ou moins affirmés. L'affirmation de l'Etat Providence à la Française est une conception de l'Etat ou celui-ci existe pour garantir la survie de ses citoyens dans un premier temps, mais aussi le bien-être de la majorité dans un second temps. C'est dans ce système que nous évoluons, j'y reviendrais plus tard.

Il y a également l'Etat Providence issu des « mauvaises heures » du Capitalisme, le New – Deal pour faire face à la grande dépression des années 1930, les différents interventionnismes aujourd'hui... Dans cette version, face à une société économique et financière menaçant de déstabiliser complètement toute la société, l'Etat intervient sur le plan économique quasiment exclusivement, en orientant les activités du pays par une politique de grands travaux (effet

démultiplicateur), il n'est pas question à ce moment de réguler ou de légiférer. Ce sont les principes de John Meynard Keynes qui sont repris. A cette différence près que dans les politiques de relance actuelles, il n'est même pas question de grands travaux mais d'un refinancement inconditionnel d'industries ciblées (préférence nationale, assainissement des systèmes financiers), sans contreparties

Finalement il y a également les états providence des pays du Nord de l'Europe. Leur cas est à part, puisqu'ils allient (alliaient ?) un capitalisme agressif avec un système de couverture sociale très important. Cet état de fait est favorisé selon moi par la pensée protestante. Dans ses dogmes, par opposition avec le Catholicisme, le Protestantisme ne semble pas accorder la même importance à la hiérarchie religieuse : tous les hommes sont égaux dignitaire ou pas. Dans un second temps, cette pensée récompense l'effort (la réussite sociale étant un signe précurseur du Salut Divin), et toutes les chances doivent être offertes à ceux qui « essaient » (programme d'insertion pour les étrangers, Agence pour l'emploi efficace...). La différence avec la société américaine réside dans la capacité qu'offrent les sociétés du Nord à se récupérer en cas de « faux-pas » (perte de l'emploi, problème de santé,...). S'il fallait comparer cette couverture sociale à la notre, l'écart réside pour une large part dans l'existence d'une évaluation de la performance de ces politiques et administrations, inexistante en France.

Pour revenir à la société française actuelle, en reprenant ce qui a été dit plus haut, il semblerait que les Français aient délégué tout ce qui relève du soutien social à l'Etat, à la différence des Etats-Unis où l'engagement individuel y semble plus important (donations pour l'entretien des musées, la construction d'hôpitaux, octroi de bourses universitaires par des fondations privées). Là ou aux Etats-Unis la solidarité relève de l'engagement individuel, elle est globalement déléguée à l'Etat en France. Le politique qui n'a pas compris ce point s'expose à une contre-réaction importante quand il parle « d'assistanat »... Et je pense également que c'est ce qui explique cette dichotomie de plus en plus frappante entre le supposé individualisme des français, et leur profond attachement à l'état providence. En fait les comportements sociaux qualifiés d'individualistes relèveraient de la sphère du privé, la solidarité, du publique, et devant être encadrée par la loi.

En fait, le sentiment de solidarité nationale est profondément ancré en France. Mais l'Histoire semble montrer pour une large part que son avènement s'est fait par le haut : une certaine élite intellectuelle (philosophie des lumières) avec la Révolution Française, une élite politique avec les congés payés, la Sécurité Sociale... Il faut malgré tout être juste et reconnaître que les conditions étaient réunies pour l'avènement des faits de civilisation cités plus haut, il faut également dire qu'il n'y a sans doute pas de peuple européen plus mobilisable que le peuple français. ...Les politiques au pouvoir jouent de cette contradiction pour miner le système (pensions de retraite, gestion des hôpitaux sur le mode du privé, allocations chômage de plus en plus conditionnées... sans qu'il y ait une opposition massive, notable).

En fait le débat sur l'Etat-Providence, ce fait encore aujourd'hui sur le mode de la lutte des classes, les français les plus confortables voyant son financement comme une entame de leur richesse, les autres comme une attaque de leurs acquis, et associé à un déséquilibre du moment, en faveur des classes les plus favorisées. Il en va de la survie du système.

En fait, il serait selon certains, inadapté à la société actuelle. La population française vieillit, la quantité des emplois est limitée, et à la suite le ratio salariés / chômeurs est défavorable. Selon Mattei (ancien ministre de la Santé), le système de protection sociale actuel a été mis en place à une époque, où le plein emplois prévalait, où l'espérance de vie faisait que le passage en retraite était limité dans le temps, où la médecine était moins coûteuse et nécessaire en

investissements qu'elle ne l'est aujourd'hui. En fait le système est structurellement inadapté, trop pesant dans les finances publiques et le seul moyen de le moderniser serait implicitement de le rendre inégalitaire (cartes des hôpitaux, médicaments mis à l'index des remboursements, nombre des annuités de cotisation retraite en progression). Le travail de sape est bien entamé, soutenu par un argumentaire massue, et finalement par une certaine apathie de beaucoup de nos concitoyens qui ne croient plus en la contestation. Pire, celle-ci est un luxe (que seuls donc les bobos pourraient se permettre), le maintien de leur condition sociale immédiate devenant une obsession (50 pour cent des Français auraient la peur quasi irrationnelle (quoi que...) et en tout cas paralysante de devenir SDF un jour...).

Je pense qu'il faut revenir à du bon sens et rappeler le modèle de civilisation que nous voulons pour notre pays : la dignité de l'Homme ne se discute pas, il est possible de sortir de l'espèce d'état faussement naturel que serait le capitalisme pour les pays, il est possible de financer le welfare-state, tous les français y compris les plus aisés, peuvent s'y retrouver.

Dans un premier temps il est bien sûr important de moderniser nos systèmes d'aide sociale en y incluant par exemple des notions d'efficacité. Pour peu qu'on ne touche pas aux fondements du système de santé, de l'assurance vieillesse, de l'assurance chômage, par l'application de règles simples, il doit être possible de les redynamiser. Ensuite il faut chercher le financement là où il se trouve : Chirac avait soutenu l'idée jugée saugrenue à l'époque de la taxe Tobin, pourquoi ne pas relancer une mesure analogue. Il serait possible également d'envisager un financement direct plus important qu'il ne l'est aujourd'hui, de ces organismes par les entreprises avec une défiscalisation massive envisagée, mais par rotation (entreprises mises à contribution différentes chaque année, avec effet progressif de la défiscalisation sur les années suivantes (possibilité pour l'Etat de bénéficier un coup sur deux d'un apport financier additif)... Ce ne sont ici que quelques pistes. Je demeure persuadé que les discours officiels actuels sont faussés, qu'un financement du système après sa modernisation est possible, il faut simplement le courage d'aller le chercher.

Pour finir, comme il a été dit au commencement de ce texte, la réflexion autour de l'Etat Providence est centrale, puisque à plus d'un titre elle définira le visage de notre société, dans les années à venir. Au-delà des mesures sectorielles prises aujourd'hui (santé, retraite, école...), la réflexion est en fait globale et structurelle, elle concerne tous les français, malgré une relative désaffection du débat de leur part (qu'elle soit structurelle comme décrite plus haut ou liée à un environnement économique). Le sujet est délicat, dangereux, exigeant, notre état providence est attaqué de toute part. Malgré tout je pense qu'il est de notre responsabilité de l'adresser, si le MoDem a vocation à la refondation de la société française, il se doit de s'y atteler.